

« CHRONIQUES ÉLECTORALES »

Le vote de tous les refus

Les élections présidentielle
et législatives de 2002

sous la direction de
Pascal Perrineau, Colette Ysmal



PRESSES DE SCIENCES PO

Sous la direction de
Pascal Perrineau

Le vote de tous les refus

**Les élections présidentielles et législatives de
2002**

2003



SciencesPo.
Les Presses

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2013

ISBN numérique : 9782724686388

ISBN papier : 2724609077

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.



SciencesPo.
Les Presses

Présentation

Les élections présidentielle et législatives de 2002 ont été les élections de tous les refus : refus d'une campagne considérée comme ennuyeuse, refus d'un scénario de second tour présenté comme bouclé, refus du vote et records d'abstention, refus des "grands" candidats au premier tour de la présidentielle, et enfin refus de la cohabitation lors des législatives. Ce livre s'efforce d'en prendre la mesure et d'en saisir toutes les logiques.

Table des matières

Avertissement

Introduction *(Pascal Perrineau et Colette Ysmal)*

1. Les campagnes

Chapitre 1. Une fenêtre d'opportunité électorale *(Jacques Gerstlé)*

L'anticipation généralisée d'une présidentielle à premier tour joué

Démobilisation, déplacement et dispersion

La pression d'un agenda sécuritaire

Du rejet de l'extrême droite au refus de la cohabitation

Chapitre 2. Les médias en campagne *(Arnaud Mercier)*

Le désintérêt des médias et du public pour la campagne

Les sondages et l'inéluctable duel Chirac-Jospin

Jean-Marie Le Pen dans les médias : de l'indifférence à l'hypermédiatisation militante

La question de l'insécurité

La victoire d'un « journalisme d'état-major »

Chapitre 3. Le choc des personnalités *(Raphaëlle Bacqué et Gérard Courtois)*

2. Les élections

Chapitre 4. Les raisons politiques du choix *(Bruno Cautrès)*

Chômage, insécurité-délinquance, inégalités sociales : trois enjeux dominants

Le cas particulier de l'insécurité

Enjeux et offre électorale

Adhésion aux mesures proposées par les principaux candidats

Les images des candidats : la très grosse prime au sortant ...

Chapitre 5. La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction *(Anne Muxel)*

Le puzzle de l'abstention

L'affirmation d'un abstentionnisme « dans le jeu » politique

La remobilisation électorale du second tour : l'effet d'entraînement de la jeunesse

La démobilisation des législatives : des réponses abstentionnistes contrastées

Chapitre 6. De Chirac à l'ump : mutations et reconquête *(Jean Chiche et Élisabeth Dupoirier)*

De Chirac I à Chirac II : les mutations du vote Chirac

La poursuite de l'ouverture sociale de 1995

Les élections législatives de juin : inauguration du nouveau cycle présidentiel et déminage de la droite de gouvernement

Chapitre 7. La surprise lepéniste et sa suite législative *(Pascal Perrineau)*

Une « erreur de lecture »

Une campagne « à profil bas »

Implantation et dynamique électorales de Jean-Marie Le Pen le 21 avril

De l'impossibilité de passer de la protestation du premier tour au rassemblement du second tour

« La messe présidentielle est dite », des législatives défavorables aux protestations extrémistes

Le Front national : une protestation assoupie ?

Chapitre 8. Comprendre l'élimination de Lionel Jospin *(Jérôme JAFFRÉ)*

La moitié des sympathisants socialistes hors Jospin

L'erreur de campagne

Les raisons de l'éviction

Jospin qualifié eût-il été élu ?

Les notes idéologiques

Chapitre 9. Marches et marges de la gauche (*Bernard Dolez et Annie Laurent*)

La présidentielle : la gauche en miettes

Les élections législatives : reddition des marges et marginalisation des marches

Chapitre 10. La place de l'écologie politique (*Daniel Boy*)

Avant les élections présidentielle et législatives : atouts et faiblesses des Verts

Les résultats de l'élection présidentielle

Les résultats des élections législatives

Où va l'écologie politique ?

Chapitre 11. Bayrou, Madelin, Boutin ou l'atomisation de l'udf (*Pierre Bréchon et Bernard Denni*)

L'éclatement de l'udf

Le recul électoral

La permanence d'une implantation

La compétition avec le gaullisme

La sociologie de l'électorat

La concurrence udf-ump

Chapitre 12. Le vote Saint-Josse : la protestation en campagne (*Michel Bussi*)

De « Chasse, Pêche et Tradition » à la « France des différences »

Proximités sociologiques, originalités géographiques

Un vote autonome ?

L'ambiguë relation cpnt – Front national

La très grande territorialisation du vote cpnt

Du vote catégoriel au vote d'adhésion ...

Un quatrième clivage ?

3. L'espace politique et institutionnel

Chapitre 13. La tripartition de l'espace politique (*Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth*)

Le lent déclin du clivage gauche-droite

La structuration de l'espace idéologique

L'illusion de la quadri-partition

Chapitre 14. Les conséquences des élections sur la nature du régime L'improbable phénix (*Pierre Avril*)

Les hoquets de la fabrique majoritaire

« L'homme qui voulait être roi » ?

Quelle Cinquième République ?

Éternel retour ?

Annexes (*Jean Chiche, Pascal Perrineau, avec la collaboration de Françoise Chauve*)

- Lecture des cartes

Avertissement

La grande enquête électorale « Panel électoral français 2002 » qui sert de base à de nombreux chapitres de cet ouvrage a été réalisée en trois vagues d'avril à juin 2002^[1]. Le Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) de Sciences Po Paris, le Centre d'informatisation des données socio-politiques (CIDSP) de Sciences Po Grenoble, le Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop) ont uni leurs efforts, avec l'aide de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et du ministère de l'Intérieur.

Sans le soutien de ce dernier, la réalisation de cette enquête – unique en son genre – aurait été impossible. Cette forte collaboration entre le ministère de l'Intérieur et des laboratoires de recherche en science politique ouvre une ère nouvelle pour la recherche électorale et, plus largement, pour l'analyse des comportements et des attitudes politiques. La France a maintenant un dispositif qui devrait permettre de donner, comme dans d'autres grandes démocraties, une structure et des moyens stables et permanents aux grandes enquêtes électorales universitaires.

Notes du chapitre

[1] La première vague a été effectuée du 8 au 20 avril en face à face auprès de 4 107 individus représentatifs de la population des électeurs inscrits. La deuxième vague a été réalisée du 15 au 31 mai par téléphone auprès de 4 017 individus représentatifs de la population des électeurs inscrits. La troisième vague a été administrée du 20 au 28 juin au téléphone auprès de 2 013 individus représentatifs de la population des électeurs inscrits. La deuxième vague d'enquête a permis de réinterroger 1 822 personnes ayant répondu déjà à la première vague. La troisième vague a permis de réinterroger 1 417 personnes ayant répondu à la fois aux première et deuxième vagues. Nous disposons ainsi d'un panel de 1 417 personnes ayant répondu aux trois vagues d'enquête. Des premiers résultats de ces enquêtes ont été présentés lors d'une conférence de presse organisée avec le ministère de

l'Intérieur le 11 juillet 2002 (le document relatif à cette conférence figure sur le site du Cevipof : <http://www.cevipof.msh-paris.fr>) et lors d'une journée d'études Cevipof-CIDSP-Cecop-Ministère de l'Intérieur qui s'est tenue le 20 janvier 2003 à Sciences Po (Paris).

Introduction

Pascal Perrineau

Directeur du Cevipof, professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris

Colette Ysmal

Directrice de recherche, Fondation nationale des sciences politiques (Cevipof)

Depuis 1992, les « Chroniques électorales » consacrées aux élections françaises se sont successivement intitulées *Le vote éclaté* (1992), *Le vote sanction* (1993), *Le vote de crise* (1995), *Le vote surprise* (1997) et, enfin, *Le vote incertain* (1998)^[1]. Tous ces ouvrages, au même titre, soulignaient les évolutions qui ont affecté le comportement électoral depuis le début des années 1990 sur fond de crise du système politique et des identifications partisans et idéologiques.

Plusieurs signes en témoignaient. Le premier était la montée de l'abstentionnisme lors des élections législatives de 1993 et de 1997 qui ne suivaient pas immédiatement une élection présidentielle (respectivement 30,7 % et 31,5 % en 1997)^[2]. L'élection présidentielle, elle-même, n'échappait pas à la règle puisque la participation baissait de 82 % en 1988 à 79,5 % en 1995. Enfin, un même mouvement affectait les élections régionales et les européennes^[3]. D'une manière générale, un nombre croissant d'électeurs manifestaient leur éloignement par rapport au système politique et la structuration de celui-ci par les grandes forces politiques.

Parallèlement, on notait l'émergence des « extrêmes » et leur consolidation au cours du temps. Vint d'abord le Front national qui s'installa dès 1984 et accrut son influence dès la fin des années 1980

et tout au long des années 1990 (moins de 10 % lors des législatives de 1988 ; 14,4 % lors de la présidentielle de 1988 ; 15,3 % à celle de 1995). Les élections européennes de 1999 semblèrent montrer un recul de l'extrême droite (9 %), mais celui-ci était largement dû à la scission intervenue, à la fin de 1998, entre le FN et le MNR de Bruno Mégret ainsi qu'à la présence d'une liste souverainiste dirigée par Charles Pasqua qui a capté un électorat FN désemparé ^[4].

Dans les années 1990, ce fut l'extrême gauche qui se développa. Jusqu'alors, les différents partis qui la composaient ne dépassaient pas 2 % des suffrages exprimés (s.e.). Or, lors de l'élection présidentielle de 1995, Arlette Laguiller recueillit 5,4 % des s.e., score confirmé pour LO et la LCR lors des régionales de 1988 (4,2 %) et à l'occasion des européennes de 1999 (5,2 %). Les élections municipales de 2001 marquèrent une étape nouvelle. Il y eut certes les listes patronnées par les partis traditionnels (LO et LCR) mais on nota aussi l'apparition de listes issues plus ou moins de la société civile qui n'entendaient pas se constituer en partis mais faire entendre la voix de citoyens qui ne se sentent pas représentés par les partis classiques (y compris ceux d'extrême gauche). Le cas le plus connu est celui des listes « Motivé(e)s » issues du groupe de musique toulousain Zebda qui a constitué sa propre liste à Toulouse et inspiré d'autres expériences. Mais il y en a eu d'autres. Sans doute peut-on arguer qu'une partie de ces listes n'était qu'un paravent notamment pour la LCR. Il n'en reste pas moins que, dans les communes de plus de 9 000 habitants où l'extrême gauche était présente, celle-ci obtenait 5,2 % des s.e.

Dans le même temps, se développaient des mouvements catégoriels dont le plus connu est Chasse, Pêche, Nature et Tradition, apparu lors des régionales de 1992. Les « chasseurs » obtinrent 4 % lors des européennes de 1989 et de 1994 mais 6,9 % en 1999. Entre-temps, ils avaient recueilli 4,7 % dans les régions où ils étaient présents aux régionales de 1998 et avaient dépassé les 6 % des s.e. en Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Alsace et Aquitaine

La période fut enfin caractérisée par la réussite aussi brillante qu'éphémère de listes, de forces politiques ou de personnalités. Lors des élections européennes de 1994, Bernard Tapie capitalisait 12 % des s.e. et Philippe de Villiers, 12,4 %. Au scrutin européen de 1999, la liste de Charles Pasqua recueillait 13,2 % des s.e. D'une certaine façon, on pourrait y joindre le destin contrasté des Verts qui n'obtiennent que 2,9 % des s.e. aux européennes de 1994, 3,4 % lors de la présidentielle de 1995 mais 9,8 % aux européennes de 1999.

Tous ces phénomènes traduisaient une instabilité et une fragmentation du système partisan ainsi qu'une tendance des électeurs à délaisser les partis de gouvernement, tendance d'autant plus forte que le mode de scrutin (proportionnelle) favorise l'expression des « humeurs » ou que l'élection n'est pas décisive dans la dévolution du pouvoir en France. On note toutefois que, dans les années 1990, même lors des scrutins législatifs ou présidentiels, la part des électeurs représentés à l'Assemblée nationale a considérablement décru (cf. tableau 1). Alors qu'elle se situait à plus de 90 % jusqu'en 1981 et encore à plus de 85 % en 1986 et en 1988, elle tombe ensuite à 75 % environ. Parallèlement, les coalitions – celles qui gagnent les législatives ou celles qui soutiennent le président de la République élu au second tour – restent durablement minoritaires, alors que, depuis 1995, du fait de la fragmentation des candidatures et des votes, l'élu du second tour n'obtient qu'un faible score au premier tour. Les modes de scrutin permettent, certes, l'établissement, au second tour, de majorités parlementaires et présidentielles, mais celles-ci ne reposent pas sur des majorités d'opinion. Ce qui explique tant les alternances rapides (1986, 1988, 1993, 1997) que les périodes de cohabitation.

Tableau 1 – La fragmentation électorale du système partisan

(en %)

	Vainqueur de l'élection	Coalition gagnante (1 ^{er} tour)	Électorat représenté à l'Assemblée nationale
Présidentielle 1974.....	32,9	51,4	94,8
Législatives 1978.....		47,1	92,7
Présidentielle 1981.....	26,1	44,9	92,6
Législatives 1981.....		54,1	97,0
Législatives 1986.....		44,7	87,2
Présidentielle 1988.....	33,9	77,0	77,0
Législatives 1988.....		48,8	88,9
Législatives 1993.....		44,1	73,4
Présidentielle 1995.....	20,5	43,8	75,8
Législatives 1997.....		44,7	78,3
Présidentielle 2002.....	19,4	31,5	62,4
Législatives 2002.....		41,9	74,3

Ce sont tous ces traits que l'élection présidentielle de 2002 porte à leur paroxysme. Ne serait-ce que par l'émiettement des candidatures. Trois candidats d'extrême gauche, quatre issus de la Gauche plurielle, quatre pour la droite modérée, deux représentants de l'extrême droite, une écologiste indépendante, un « chasseur » et un « républicain », ces seize candidatures témoignent de l'éclatement du système partisan. Elles montrent aussi que l'élection présidentielle a changé de nature. La plupart des candidats n'étaient pas là pour être élus mais pour affirmer l'existence de leur formation politique (souvent par rapport aux concurrents de leur camp) ou pour témoigner. Le système de candidatures a certes favorisé l'éclatement du vote. Toutefois, la « validation » de l'offre électorale par l'électorat est un symptôme de la crise du système politique. En raison des circonstances du second tour, Jacques Chirac est le président le mieux élu sous la Cinquième République (82 %). Mais, au premier tour, il n'a obtenu que 19,4 % des s.e. ; les partis ou candidats qui le soutenaient politiquement n'en cumulaient que 31,5 %. Enfin, la proportion des électeurs représentés par les candidats issus des

forces siégeant au Parlement n'est que de 62,4 %. Les élections législatives marquent une certaine reconstitution de l'influence des grands partis. Mais celle-ci demeure tout de même à bas niveau. Les deux scrutins de 2002 ont été en fait, pour les citoyens, l'occasion d'exprimer tous leurs refus.

On le voit tout d'abord dans le taux de l'abstention. Celui-ci atteint 27,2 % lors du premier tour de l'élection présidentielle. La campagne électorale a certainement joué un rôle dans le recul de la participation. Comme le montrent Jacques Gerstlé et Arnaud Mercier, les médias lui ont accordé moins d'attention que lors des précédents scrutins et, lorsqu'ils l'ont traitée, c'était pour la décrire unanimement ennuyeuse. Placée sous l'anticipation généralisée d'un scrutin à premier tour joué (Chirac et Jospin seraient au second tour), la campagne a démobilisé l'électorat. De plus, le scepticisme a été si grand à l'égard des candidats et de leurs propositions que ceux-ci ont été décrédibilisés (Arnaud Mercier). Toutefois, l'augmentation de l'abstention a évidemment un sens politique et protestataire. Certes, il y a, comme le dit Anne Muxel, les « abstentionnistes hors jeu » éloignés du champ politique et contestataires de l'ensemble du système social. Mais il y a surtout les « abstentionnistes dans le jeu politique » plus intéressés par la politique et se sentant proches d'un parti. Ceux-ci représentent les deux tiers des abstentionnistes du premier tour. Plus jeunes, appartenant davantage aux couches sociales supérieures ou intermédiaires, plus intégrés à la société, ils récusent en fait soit le jeu des partis, soit les candidats et surtout les politiques menées par la droite comme par la gauche.

La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, une campagne électorale caractérisée dans les médias par un passage de l'indifférence du premier tour à un unanimité de refus (A. Mercier), les manifestations ont entraîné une plus forte participation (19,1 % d'abstentions). Celle-ci se fait sous l'entraînement de la jeunesse (Anne Muxel). Elle sera pourtant éphémère comme le montrent les 35,6 % d'abstentionnistes du premier tour des élections

législatives. Beaucoup de facteurs y contribuent : sentiment que la droite a gagné les élections ; démobilisation des électeurs présidentiels de l'extrême gauche et de l'extrême droite, distance critique à l'égard de Jacques Chirac et du gouvernement dirigé par Jean-Pierre Raffarin. Ces phénomènes ont déjà joué chaque fois que des législatives suivaient une élection présidentielle. Toutefois, dans les circonstances particulières de la séquence électorale de 2002, le recul de la participation entre le second tour « émotionnel » de la présidentielle et le premier tour « politique » des législatives, rend évident que l'électorat se mobilise plus facilement contre que pour. Le climat de protestation se manifeste aussi par la progression des votes extrêmes et marginaux au premier tour de l'élection présidentielle. L'extrême gauche (10,5 %), l'extrême droite (17,8 %), Chasse, Pêche, Nature et Tradition (4,3 %) cumulent 32,5 % des s.e. Comme le montrent Annie Laurent et Bernard Dolez, l'extrême gauche se glisse dans les anciens territoires communistes mais est aussi alimentée du déclin de l'ensemble de la gauche gouvernementale et notamment de celui de Lionel Jospin. Plaçant au premier plan de leurs préoccupations le niveau de vie, l'emploi et les inégalités (Bruno Cautrès), opposés au libéralisme économique, ses électeurs récusent le bilan du gouvernement de la gauche plurielle ; mais ils expriment aussi leur malaise social et politique. Moins libéraux culturellement que ceux de la Gauche classique, très hostiles à la classe politique, ils sont aussi xénophobes et rejettent la construction européenne (Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth). Si le succès de Jean-Marie Le Pen ne bouleverse pas les structures bien connues d'implantation de l'extrême droite, il en modifie toutefois les contours (Pascal Perrineau). L'enracinement sociologique du président du FN est caractérisé par une avancée dans des milieux davantage traditionalistes (personnes âgées, agriculteurs, professions indépendantes, électeurs se situant à droite et non à l'extrême droite). De même, si l'implantation géographique exprime toujours la « plainte des villes ou des périphéries urbaines »,

elle gagne désormais des régions plus calmes mais en dépression démographique, économique et sociale. C'est ici que le FN attire des électeurs de droite et de gauche. Pourtant, on note (Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth) une très grande stabilité des valeurs qui fondent la spécificité de l'électorat d'extrême droite par rapport à tous les autres électors. Attitudes répressives, xénophobie, antieuropéanisme, goût de l'autorité et de l'ordre, tout cela forme un syndrome qui s'organise autour du refus des valeurs universalistes. C'est ce qui explique sans doute que, pour les électeurs du FN, l'immigration reste la première motivation de leur choix, loin devant le chômage et l'insécurité (Bruno Cautrès).

De son côté, le vote pour Jean Saint-Josse est passé d'une revendication catégorielle basée sur la pratique cynégétique à la défense d'un enjeu de société (Michel Bussi). Son électorat est très territorialisé et marqué par une forte ruralité (agriculteurs, taille de la commune, éloignement vis-à-vis des aires urbaines). Toutefois, il entend défendre un mode de vie très isolé ou, au contraire, menacé par la reconquête de la campagne par les résidents secondaires et les retraités. Il veut aussi promouvoir contre la vision d'une « nature rêvée ou idéalisée » qui est celle, selon eux, des écologistes, celle d'une « nature vécue et utilisée ».

L'explosion du vote protestataire a considérablement limité l'influence de la gauche plurielle et de la droite modérée, toutes deux par ailleurs extrêmement divisées. Au sein de la première, le parti communiste poursuit son inexorable déclin (3,2 % pour Robert Hue et 4,8 % pour le PCF aux législatives). L'électorat communiste garde ses spécificités (il est masculin et les ouvriers y restent présents), mais il continue à vieillir. Sa distribution géographique s'organise toujours autour des fiefs traditionnels. Toutefois, c'est dans ceux-ci que le PCF recule le plus entre 1995 et 2001. Aussi la nationalisation de son influence se fait-elle « par le bas » (Annie Laurent et Bernard Dolez). Quant aux Verts, ils obtiennent avec Noël Mamère leur meilleur score dans une élection présidentielle (5,3 % des s.e.) mais

moins que ce qu'ils espéraient pour conforter leur place au sein de la Gauche plurielle. En fait, ils confirment juste leurs points d'ancrage traditionnels (grandes villes ; implantation dans l'Ouest breton, l'Est alsacien, la région Rhône-Alpes, l'Île-de-France). Leur électorat conserve ses structures sociales (jeunes, personnes ayant un niveau d'études élevé), ce qui induit leur attachement continu aux valeurs libertaires (Daniel Boy) et leur peu d'attrance pour l'enjeu sécuritaire (Bruno Cautrès).

Comment comprendre l'élimination de Lionel Jospin ? La dimension psychologique est décisive. Raphaëlle Bacqué et Gérard Courtois insistent sur le caractère obsessionnel de l'hostilité à Jacques Chirac qui a fait oublier à Lionel Jospin le premier tour et les autres candidats, la nécessité de rassembler son camp et la dimension du projet liée à toute élection présidentielle. Mais, au-delà de l'affrontement personnel, la psychologie du candidat socialiste n'a jamais réussi à intégrer le « rapport barrésien à la France » qu'implique la logique même de l'élection présidentielle. Oublieux et même rétif à cette dimension, Lionel Jospin n'a pas su intégrer ce paramètre décisif de l'élection présidentielle sous la Cinquième République. Au-delà de la psychologie, Jérôme Jaffré pointe plusieurs éléments : des erreurs de campagne ; un déficit de politisation au sein de l'électorat qui dessert le candidat socialiste ; un projet politique que les électeurs de gauche ne différencient pas de celui de la droite, surtout lorsque le Premier ministre se rallie au thème sécuritaire, ce qui nourrit les extrêmes ; pas d'effort de rassemblement de la Gauche plurielle. Surtout, Lionel Jospin ignore l'une des règles d'or du premier tour de la présidentielle qui est d'ancrer sa candidature dans son camp, de mobiliser ses soutiens traditionnels sur des thématiques de gauche. En conséquence, l'échec n'est pas essentiellement dû à la désaffection des catégories populaires qui s'est produite entre 1988 et 1995. Au demeurant, comparé à 1995 ou à 1997, le vote socialiste recule plus gravement chez les jeunes et les catégories supérieures. En fait, ce sont les

sympathisants socialistes qui font défaut puisque seuls 50 % d'entre eux choisissent le candidat du PS qui perd, au passage, les composantes idéologiques les plus traditionnelles de la gauche : électeurs acquis au libéralisme culturel et réservés, voire hostiles au libéralisme économique. Le candidat et le PS se trouvent ainsi pris dans le piège de la Cinquième République. D'abord condamné à appeler à voter pour Jacques Chirac au second tour, il doit affronter les élections législatives en mauvaise posture. La Gauche plurielle a vécu même si les accords électoraux demeurent. Les électeurs y compris socialistes refusent la cohabitation. Aussi 20 % de ceux qui avaient voté pour le PS en 1997 voteront-ils à droite le 9 juin. Certes, le retour à la bipolarisation droite-gauche favorise le vote utile et la remobilisation des électeurs égarés au premier tour de la présidentielle autour du PS qui obtient 25,3 % des s.e. Mais ce gain de près de 10 points entre le 21 avril et le 9 juin ne s'établit que sur le recul des forces d'extrême gauche et sur la perte d'influence du PCF par rapport à 1997.

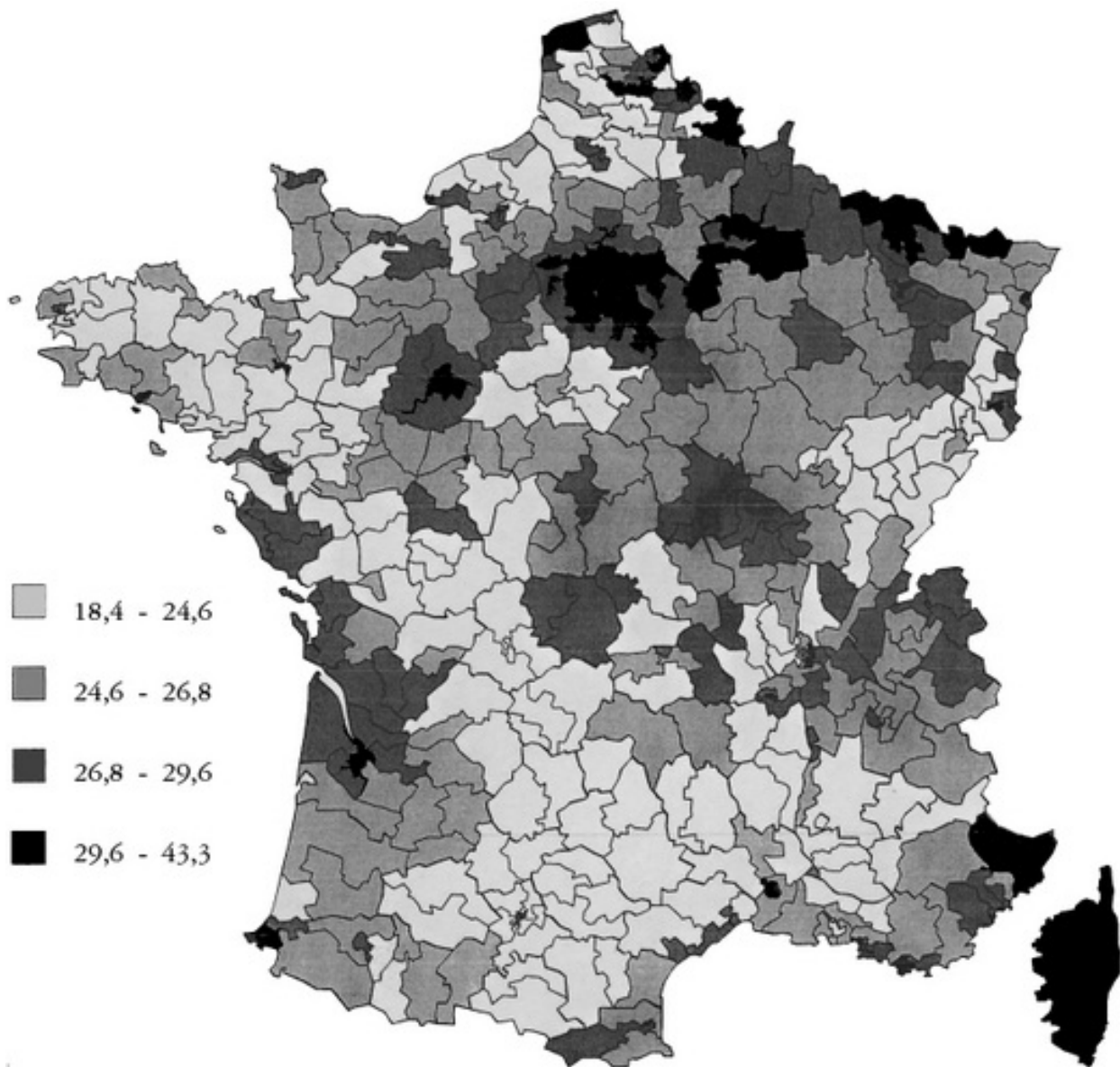
Au sein de la droite modérée, l'UDF s'atomise et se marginalise. François Bayrou (6,8 % des s.e.), Alain Madelin (3,9 %) et Christine Boutin (1,2 %) ne retrouvent, ensemble, ni le score d'Édouard Balladur en 1995 ni celui de Raymond Barre en 1988. Les deux premiers mobilisent mal leur camp : 44 % seulement des sympathisants de l'UDF votent pour F. Bayrou ; 33 % de ceux de Démocratie libérale le font pour A. Madelin. Pourtant, notent Pierre Bréchon et Bernard Denni, l'UDF garde ses zones d'implantation distinctes de celles du gaullisme comme ses caractéristiques sociologiques propres. Cette pérennité se retrouve lors des élections législatives affrontées en concurrence avec l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). L'UDF obtient 4,8 % des voix, score honorable si l'on tient compte des ralliements de la majorité de ses élus sortants à l'UMP. En outre, lorsque ses candidats affrontaient ceux de l'UMP, ils recueillent 10,8 % des s.e. contre 28,7 % aux seconds.

Avec 19,4 % des s.e., Jacques Chirac est légèrement en recul par

rapport à son niveau de 1995. Ce résultat apparaît d'autant plus modeste que les candidats de l'UDF ne retrouvent pas le niveau d'Édouard Balladur en 1995. Pourtant, la parenté des scores cache des mouvements internes (Jean Chiche et Élisabeth Dupoirier). D'un côté, la structure géographique se modifie grâce à l'apport d'électeurs balladuriens de 1995. L'implantation du président sortant est plus marquée dans la France traditionnellement conservatrice (Est alsacien et lorrain, Ouest intérieur notamment), alors qu'elle s'effrite dans ses fiefs de 1995 constitués autour de son influence personnelle (Île-de-France, sud-ouest du Massif central notamment). Ce renouvellement géographique s'accompagne d'une évolution au niveau de la sociologie de l'électorat. Par rapport à 1995, J. Chirac recule chez les agriculteurs, les professions indépendantes et les catégories supérieures. En revanche, l'ouverture sociale de 1995 se poursuit grâce au maintien des ouvriers et à la conquête des employés et des membres des professions intermédiaires. De fait, trois électorsats coexistent : celui qui, entre 1995 et 2002 en passant par 1997, est resté fidèle et qui constitue le noyau dur de l'électorat de droite ; celui des revenants perdus en 1997, se situant aussi à droite mais politiquement plus hétérogène qui, lors des élections législatives, avait sans doute voulu sanctionner le gouvernement Juppé. Il y a, enfin, les nouveaux sans affiliation politique, voire de gauche. Jeunes, issus des catégories populaires, enseignants, ils sont en délicatesse avec le gouvernement de gauche.

Après le « second tour fantôme » de l'élection présidentielle, ce sont les élections législatives qui jouent le rôle de « second tour réel » (Jean Chiche et Élisabeth Dupoirier). Marginalisant l'UDF, maîtrisant l'offre, l'UMP obtient 33,3 % des voix, soit 14 points de plus que J. Chirac. Tout concourt à ce succès : la victoire présidentielle, la décrépitude de la gauche, le refus de la cohabitation, l'image du gouvernement Raffarin et la persistance de l'enjeu sécuritaire qui a marqué les deux campagnes électorales (Jacques Gerstlé ; Arnaud Mercier). Une nouvelle coalition se forme derrière le président élu et

Carte 1. L'abstention – Présidentielle 2002, 1^{er} tour



Carte 2. Les blancs et nuls – Présidentielle 2002, 1^{er} tour

